

Editorial

Le nouveau régime de sûreté des prisons ou

Comment fabriquer des assassins!

Le système des permissions de sortir accordées aux détenus afin de leur permettre de préparer leur réinsertion sociale n'aura pas vécu longtemps. Huit mois d'application ont suffi au gouvernement pour décider que le système était trop dangereux, puisqu'il avait permis à certains criminels mis sous les verrous de recommencer leurs méfaits en tous genres. Qu'on en juge plutôt : sur près de 10 000 permissions accordées, près de 300 ne sont pas revenus d'eux-mêmes, mais seulement 60 ont commis de petites infractions et 13 des délits qualifiés de « crimes ».

Il n'en a pas fallu plus pour décider que tous les prisonniers étaient des dangers pour la société et qu'il fallait renforcer la sécurité des personnes en supprimant ce régime trop libéral. Les permissions de sortie ne seront pas supprimées, elles seront accordées seulement avec plus de circonspection. En effet, il sera d'une part très difficile pour un détenu d'arriver à faire une demande et l'acceptation sera liée à un supplément de conditions et d'arbitraire.

Désormais, toute personne condamnée à plus de 10 ans de réclusion criminelle devra être automatiquement soumise à un régime de sécurité renforcée. On sait trop ce que sont les actuels Quartier de Haute Sécurité (OHS) et leur capacité à fabriquer des bêtes fauves. Quelles seront les conséquences d'une généralisation d'un pareil système ? Surtout que l'application en pourra être également décidée pour les détenus condamnés à une peine de 3 à 10 ans.

Qui va pouvoir bénéficier de permission de sortir ? La plupart ne seront accordées que pour des événements exceptionnels (mariage d'un enfant, enterrement d'un proche), et encore le détenu devra-t-il être escorté par des policiers. Il est probable que seuls les détenus condamnés à moins de 3 ans pourront obtenir quelque chose, à la condition d'avoir la bonne faveur d'un directeur de prison.

Il est clair que le régime des permissions de sortir n'avait pas plutôt été institué qu'un certain nombre de personnalités réactionnaires ont cherché tous les moyens pour le faire supprimer. Certains magistrats et policiers ont ainsi signalé que des permissions avaient été accordées à des détenus

Limitation des permissions de sortie

*

PEYREFITTE ET SES PRISONS FABRIQUENT LES ASSASSINS

*

Avec la nouvelle loi sur le régime de sûreté des prisonniers



Archaïque... vous avez dit archaïque ?... Comme c'est bizarrel...

LES TRIBULATIONS DU PARTI SOCIALISTE

A la petite semaine

LE CONCERT DES NATIONS

« Le Liban est à nouveau le théâtre de violents combats... »

Les journaux

Un pays, le Liban. Un décor, des ruines fumantes et des bombardements incessants. Personnages très secondaires, des milliers de victimes. La scène se passe loin de tout cela entre les personnages principaux...

- C'est horrible!
- C'est affreux!
- C'est épouvantable!
- Il faudrait faire quelque chose!
- Vous avez raison, cela devient insoutenable!
- Tout à fait cruel!
- Inhumain!
- Il faudrait faire quelque chose!
- Mon dieu oui, le temps presse!
- C'est tout de même terrible ce qui se passe!
- C'est odieux!
- C'est infect!
- Abominable!
- Il faudrait faire quelque chose!

A partir de là, reprendre depuis le début et ainsi de suite, en n'oubliant pas que le pays reste le même, le décor aussi, et que les personnages très secondaires se multiplient...

FLORÉAL

« ELECTIONS piège à cons » clamaient il y a dix ans une multitude de jeunes qui, depuis, ont rejoint le giron de la société de consommation et tout particulièrement le parti socialiste. Jamais cette expression bien galvaudée de nos jours n'a été si vraie que lorsqu'on l'applique à un parti qui s'était construit pour la grande confrontation électorale et qui a échoué alors qu'il touchait au but. Le but était discutable, mais l'intention respectable. La défaite a fait voler en éclats les grands principes et ouvert la voie aux règlements de comptes entre les personnages qui aspirent à la direction du parti et éventuellement à la direction du pays, mais également entre leurs clients réciproques avides de ramasser les miettes et qui se

Pour un parti politique de gauche, ce vide, on essaie de le combler par des colloques, des conférences, des congrès destinés à la recherche de la « pierre philosophale », mais qui n'aboutissent qu'à étayer théoriquement les propos désagréables que les chefs de file se jettent publiquement au visage.

Des chets de file, au parti socialiste, il y en a quatre! Non, pas d'analogie ridicule! Les Trois Mousquetaires du père Dumas, ça avait tout de même une autre gueule! Passons rapidement sur les seconds rôles qui espèrent se hisser à la hauteur des premiers. Sur les épaules rondes de Pierre Mauroy, qui paraît un politicien honnête, pèsent tous les péchés de la vieille SFIO dont certains furent aimables et d'autres sanglants. Pour Chevènement, le

personnage est léger et son jargon pseudo-marxiste demande un excellent traducteur. Et puis il traîne comme un boulet Sarre, un crétin qui, avant de faire ses preuves dans la politique, avait donné sa mesure dans le mouvement syndical. Ceux-là, ni la vertu des uns ni le vice des autres ne les mèneront loin. Mais parlons un peu des deux autres qui ne paraissent pas décidés à jouer les utilités.

Mitterrand c'est la certitude, le confort. Il n'est pas doué pour la contradiction mais il prounera si gentiment lorsqu'il peut étaler son propos et le nourrir de fleurs de rhétorique qui ont fait leurs preuves. Et puis ça fait si longtemps qu'il est sur la brèche! On ne se rappelle plus ce qu'il a fait, s'il peut encore être utile, mais il existe! Mitterrand, un mur qui s'est un peu effrité sous les

orages électoraux, mais qui pourrait encore servir à la rigueur. En face, l'adversaire Rocard! Face à un mitterrand replet qui prend de plus en plus des allures de sénateur de la troisième République, Rocard a des dents de loup. Lui aussi, il vient de loin, dans le sens opposé à celui qu'emprunte Mitterrand. La percée de Rocard est spectaculaire. Naturellement elle a été un peu aidée par la presse et les mass-media intéressées à disloquer le parti socialiste. La larme qu'il laissa couler le soir de la défaite électorale l'a beaucoup servi. Une question se pose cependant! Pourquoi Rocard plutôt qu'Attali, Delors ou un autre de ceux qui, comme lui, ont établi leur réputation sur leurs connaissances des problèmes économiques ? C'est simple! Rocard,

(suite page 4)

(suite page 8)

F.P. 2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : VALENCIENNES

PYRENEES-ATLANTIQUES : BA-
 YONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNEMASSE

SEINE-MARITIME : ROUEN - LE
 HAVRE GROUPE ESTUDIANTIN
 DE ROUEN

SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLI FRANGUE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES
 ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édito Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISE DE
 CARBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants : 2^e, 5^e,
 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e,
 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
 MARNE
 - DRAVEIL
 - VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
 CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
 BOULOGNE-BILLANCOURT
 - NANTERRE

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, LE-
 VALLOIS
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE-COLOMBES
 - SEVRAN-BONDY
 - AULNAY-VILLEPINTE
 - ARGENTEUIL

* * *

LIAISONS

De l'Aisne, La Ferté-Macé-Fiers, La
 Rochelle, Vierzon, Bégard, Concar-
 neau, Brest, Centre-Bretagne, Nîmes,
 Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-
 Sever, Vendôme, Montoire, Blois,
 St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz,
 Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord
 Seine-et-Marne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie
 « La tête en bas » - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de « Culture et
 liberté » - 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe de Lyon : le samedi de 15 h à 17 h, palais du Travail (salle 25) à
 Villeurbanne.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean
 Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jules Durand, Le Haure et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
 Sociales, 16 rue Jules Tellier au Haure. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi
 de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51
 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert
 Planquette à Paris 18^e.

Groupe Courbevoie-Colombes : les seconds et quatrièmes samedis de chaque
 mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184 bd. St-Denis à Courbevoie.

Groupe Germinal : tous les mardis au café « Le Danton », rue du Commerce
 Paris 15^e, de 18 à 19 h. Tous les mercredis au café « Le tabac », à Meudon,
 de 18 à 19 h. Tous les jeudis au café « Le métropole », avenue de la Répu-
 blique à Issy-les-Moulineaux, de 19 à 20 h 15.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue
 Battant à Besançon.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805 34 08 CCP Publico 11289 15 Paris

| TARIF | | |
|---------|----------------|----------|
| | Sous pli fermé | Etranger |
| 3 mois | 35 F | 55 F |
| 6 mois | 65 F | 110 F |
| 12 mois | 125 F | 210 F |

Abonnez
 vous

* Tout Tranger: R.A., Belgique, Suisse, Italie, Canada

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Remplacement (si possible au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Prez tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organise

JEUDI 26 OCTOBRE
 à 20 h 30

en son local
 10, rue Robert Planquette
 Paris 18^e

une conférence-débat
 sur la thème

LES ANARCHISTES FACE
 AUX RADIOS LIBRES
 ET A L'INFORMATION

avec la participation
 d'un camarade
 des « Dégings »

Les groupes de Savigny
 Draveil et
 Villeneuve-St-Georges
 appellent tous les libertaires
 organisés ou non
 à participer à une
 assemblée générale en vue de
 la constitution d'un collectif
 de préparation et d'élaboration
 d'une

JOURNÉE D'INFORMATION
 SUR L'AUTOGESTION
 (débat, films, expos, etc.)

Cette journée
 se déroulera
 dans la banlieue Sud de Paris

Ce rassemblement
 tout en étant un support
 à la confrontation et au débat
 ne saurait cautionner
 en aucun cas

une polémique stérile
 Cette assemblée se déroulera
 à Savigny-sur-Orge
 (Mairie-salle A)
 à partir de 20 H

JEUDI 12 OCTOBRE

DÈS OCTOBRE

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organisera
 le dernier vendredi
 de chaque mois
 de 18 h à 20 h
 une permanence
 consacrée aux
 PROBLÈMES DES FEMMES

Première permanence
 Vendredi 27 octobre

Pour tous règlements concer-
 nant *Le Monde Libertaire*
 ainsi que pour le paiement de
 livres, affiches, journaux, vos
 chèques doivent être libellés à
 l'ordre de PUBLICO unique-
 ment.

*

Si vous êtes abonné et si
 vous changez d'adresse, n'ou-
 bliez pas de nous indiquer vot-
 re ancienne adresse en sig-
 nifiant le changement, et
 joignez 4 timbres à 1 F 20 à
 l'occasion.

*

Dans vos commandes, joi-
 gnez le règlement de celles-ci
 augmenté des frais de port
 approximatifs :

| Envoi ordinaire | |
|------------------|---------|
| 100 à 250 g. | 3,50 F |
| 250 à 500 g. | 5,00 F |
| 500 à 1000 g. | 7,20 F |
| 1000 à 2000 g. | 10,40 F |
| Envoi recommandé | |
| 250 à 500 g. | 10,20 F |
| 500 à 1000 g. | 12,60 F |
| 1000 à 2000 g. | 15,80 F |

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie «Les marchés de France»
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

SOUSCRIPTION

PUBLICO CCP 11289 15 M PARIS

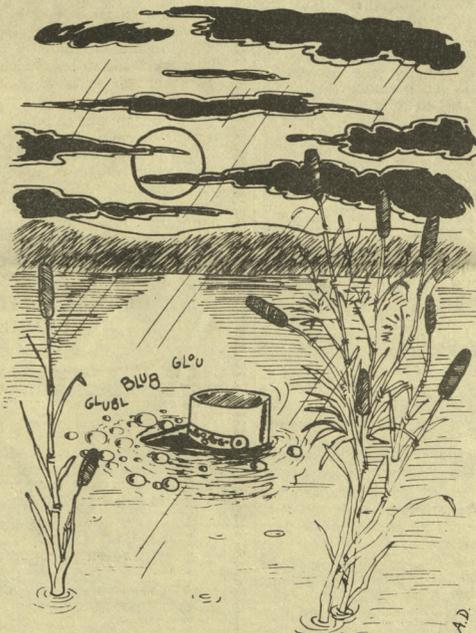
Cette souscription doit nous per-
 mettre de réunir 200 000 F afin de
 pouvoir changer de locaux, de con-
 tinuer la formule du *Monde Liber-
 taire Hebdomadaire* avec numéro
 spécial de 12 pages chaque mois.

COMMUNIQUÉ

La campagne de solidarité envers nos camarades Bernard
 André, qui passera en procès le 30 octobre, et Philippe Gos-
 selin, récemment libéré mais qui passera lui aussi en procès
 (date non encore communiquée par la « justice ») continue.

Après le renvoi de 11 livrets militaires (voir ML n°281), les
 camarades Serge Paillard, Manuel Sanchez, Christian Neu-
 ckermans, Alain Meih, Alain Gillet, Bernard Villanueva, Bruno
 Nappi nous ont fait parvenir leurs livrets que nous avons en-
 voyé au ministère des Armées. D'autres livrets sont en attente,
 ceux qui veulent se joindre à cette forme de lutte doivent se
 rappeler que le renvoi du livret militaire est répréhensible, les
 peines encourues vont de l'amende à la peine de prison avec
 sursis.

Nous rappelons que cette action n'est pas seulement un acte
 de solidarité mais est bien une façon de montrer notre refus
 de toute armée.



C'est dans cette forme de lutte antimilitariste contre
 la répression, contre toute armée, populaire,
 totalitaire ou capitaliste, que la Fédération Anar-
 chiste appelle à manifester le 27 octobre à Paris
 (précision du lieu ultérieurement dans le journal).
 FÉDÉRATION ANARCHISTE

ABONNEMENTS DE DIFFUSION

| | |
|--------------------|-------|
| 3 mois/5 ex..... | 95 F |
| 6 mois/5ex..... | 180 F |
| 12 mois/5ex..... | 300 F |
| 3 mois/10 ex..... | 170 F |
| 6 mois/10 ex..... | 300 F |
| 12 mois/10 ex..... | 550 F |

— 25%

Jusqu'à la fin du mois d'octobre, nous accordons une
 réduction de 25% sur des livres anciens aux titres les
 plus variés ainsi que sur tous les disques en rayons.
 Qu'on se le dise!

en bref...en bref...

Philippe Giroud ayant déserté de sa caserne, demande que le statut d'objecteur de conscience lui soit accordé. Dans une lettre ouverte au ministre de la Défense, il affirme sa position pacifiste, non-violente, et demande pour tout individu la possibilité d'objecter à tout moment de sa vie, et non seulement durant le mois légal.

Luc Vidor, insoumis depuis le 20 août dernier, s'est présenté le 27 septembre à son lieu d'affectation et a aussitôt entamé une grève de la faim. Il demande une libéralisation du statut d'objecteur et exprime une volonté antimilitariste radicale. Il manifeste également son désir de voir s'établir une société basée sur le respect de l'individu.

Protestation royale

La Nouvelle Action Française s'insurge contre le projet présenté à la Chambre s'opposant à l'affichage « sauvage ». Au nom des droits de l'homme et du droit à l'information, cette organisation s'oppose à des méthodes « qui rappellent fâcheusement la législation en vigueur dans les pays totalitaires ».

Nous pouvons nous associer à toute organisation pour nous opposer et dénoncer ce projet gouvernemental, mais nous nous étonnons qu'un parti royaliste en soit tant indigné. De par son schéma organisationnel, la NAF, elle aussi, transmet une éthique autoritaire et relève du totalitarisme. Dans ces conditions la NAF s'opposerait-elle avec la même véhémence à l'absolutisme d'un comte de Paris ou d'un quelconque roi Bozole ?

Amitié...

Il paraît vraisemblable que le général Pinochet rendra visite, au cours du mois d'octobre, à ses amis Chinois. Diabectiquement cela s'explique sans doute, mais on a quand même hâte de voir ce que va raconter à l'occasion la presse pro-chinoise de France...

Avertissement

Enfin une idée nouvelle. Après avoir colonisé l'Afrique, l'Amérique, l'Asie et l'Océanie, le capitalisme français est invité à faire suer le burnous en Europe. La « grande » presse française nous donne les bons tuyaux. Résumons : « Industriels, seriez-vous arrivés au stade où vos gains de productivité sont impuissants à enrayer l'inflation de vos coûts de production ? Etudiez soigneusement les possibilités que vous propose la République d'Irlande. Les coûts d'exploitation y sont moins élevés que dans les autres pays plus industrialisés du Marché Commun. L'IDA Irlande vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... ». Les points de suspension figurent dans le texte original de l'annonce. Camarades syndiqués français et irlandais, vous voilà prévenus.

Le nouveau projet de loi A PROPOS DE L'AFFICHAGE

QUELQUES mois après les élections, le gouvernement, serin quant au maintien des structures capitalistes, lance sur le marché politique un certain nombre de produits. Le dernier mis en vogue est son projet de loi relatif à l'affichage et présenté au Sénat. Sous couvert d'un écologisme bon teint, ces messieurs veulent mettre des tabliers de ménagères pour nettoyer la France, non du surmenage, de l'exploitation ou de l'ennui, mais de l'affichage sauvage. Le Sénat, empilant additifs, alinéas, déplaçant les virgules, va lui donner un visage démocratique-législatif pour le faire adopter par la Chambre. Et déjà les discours des partis politiques se font entendre : le PCF s'oppose à ce que ce projet touche l'affichage politique (en effet, les mairies doivent elles-mêmes offrir un périmètre de collage aux associations et les communes communistes auront du mal à ne pas pénaliser les militants de base fraudeurs); les sénateurs PS, quant à eux, sont « propres » et appuient ce projet gouvernemental : oublieraient-ils que, où que nous tournions nos regards durant mars 78, nous nous trouvons face à une poubelle recouverte d'un slogan PS, à un mur « ennobli » par des visages socialistes encourageants les électeurs à assurer leur carrière ?

Il est certain que ce projet, en période de calme électoral (jusqu'aux présidentielles) passe inaperçu et devrait être approuvé par l'ensemble des partis siégeant à l'assemblée. Seuls les panneaux publicitaires et un unique contre-plaqué réservé aux citoyens apparaîtront dans

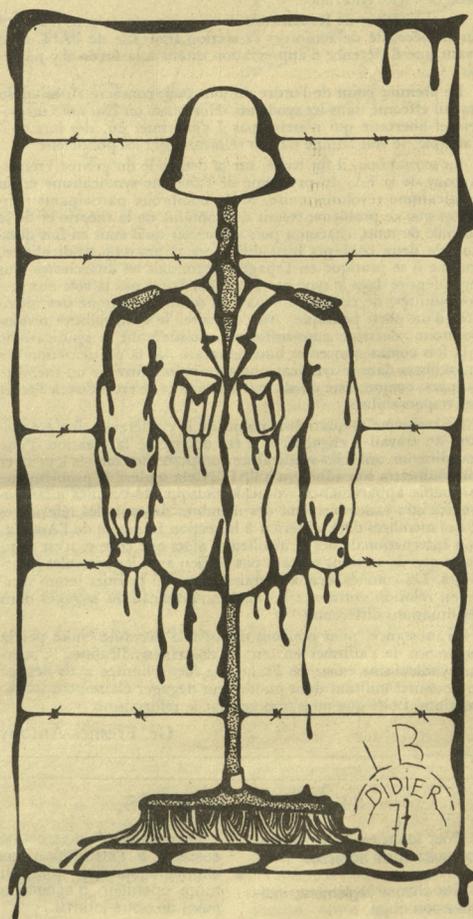
les rues. Nous savons tout ce que peut offrir comme pilier d'information un mètre/carré d'affichage pour toute une commune!! Nous savons également que la propagande des « grands partis » de gauche ou de droite ne se base plus sur l'action militante mais sur des campagnes publicitaires menées par les technocrates (affichage par agences, interviews, etc.). Les affiches dites sauvages ne sont plus en définitive qu'un pis-aller et une image de marque militante du parti, du genre : « Chez nous la base est active, elle participe aux décisions, elle colle! »

En définitive, il ne reste que peu de gens, sur la carte politique, touchés par ce décret. Les syndicats ? Ces derniers ne se servent plus de l'affiche pour faire connaître leur position aux travailleurs. Ils en sont au stade « supérieur », la remise en cause du petit combat besogneux (vente de journaux à la criée, distribution de tracts...) est dorénavant réservée aux unions locales ou aux luttes syndicales locales. Seules seront touchées les organisations non intégrées dans le circuit des médias réservé aux grands partis. Ce projet, s'il est validé, constituera donc une nouvelle difficulté pour les anarchistes de se faire entendre. Nous ne pouvons que nous y opposer de toutes nos forces.

Cette loi, édictée pour servir de frein à toute idée qui gêne, doit être combattue. Seul le renforcement de notre mouvement et la solidarité révolutionnaire seront un rempart à toute répression.

Thyde ROSELL

MANIFESTATION ANTIMILITARISTE VENDREDI 27 OCTOBRE



Rentrée scolaire (suite) GRÈVES DANS LES LYCÉES

DEPUIS la rentrée scolaire, un vaste mouvement de grèves s'est déclenché dans plusieurs lycées et CET de Paris et de sa banlieue, ainsi que dans certains établissements de province. Le Lundi 2 octobre, une assemblée générale regroupant 33 établissements de Paris et de la région parisienne, constitués en coordination lycéenne, organise une journée d'action et de manifestation pour le jeudi 5 octobre, pour revendiquer la création de postes d'enseignants, la titularisation des maîtres auxiliaires, pas plus de 25 élèves par classe, l'abrogation de la réforme Haby-Beullac, ainsi que le soutien total aux professeurs d'Education Physique qui luttent

depuis le début du mois de septembre contre le prétendu plan de relance du sport de M. Soisson. Cette réforme du ministre de la Jeunesse et des Sports se traduit par une planification des horaires d'Education Physique, imposant à tous les lycées et collèges 3 heures de sport pour le 1^{er} cycle et 2 heures pour le second, permettant ainsi l'enseignement de l'EPS dans certains établissements où elle était auparavant inexistante. Pour cela, M. Soisson s'est chargé de muter plusieurs professeurs enseignant dans les lycées prétendus excédentaires en heures de gymnastique, pour les diriger vers les collèges où la pratique du sport était inexistante.

Cette tactique permet donc au gouvernement d'éviter la création de postes pour les jeunes étudiants en EPS, d'imposer à tous les professeurs d'EP 2 heures supplémentaires, elle implique également une surcharge des effectifs pour chaque classe, un démantèlement de l'association sportive scolaire et universitaire (ASSU), ainsi que la mise au chômage de 8000 étudiants en EPS car aucune création de postes d'éducateurs sportifs n'est prévue pour 79.

En signe de solidarité avec les professeurs d'EPS, puis exposant ensuite leurs propres revendications, les 3 lycées du quartier du Marais à Paris (Sophie Germain, Charlemagne, Victor Hugo) ont organisé le jeudi 5 octobre une grève largement suivie, et ont participé à la manifestation qui regroupa 6 à 8000 lycéens entre la place d'Italie et Montparnasse. Par le biais de plusieurs assemblées générales parfois mouvementées, la grève continue la journée de vendredi et plusieurs délégués assisteront à la réunion de coordination lycéenne qui se tint le soir même à Jussieu. Après un débat houleux qui opposa l'UNICAL (organisation lycéenne communiste) aux organisations d'extrême-gauche favorables à la grève générale totale, une journée d'action et de grève fut votée par la coordination lycéenne, en collaboration avec les syndicats d'enseignants. Cette grève serait éventuellement reconduite, préparant ainsi une grève générale de l'Education Nationale. Actuellement, il me paraît important que tous les lycéens et lycéennes libertaires se mobilisent et s'organisent pour préparer cette grève générale, coordonnent leurs efforts permettant la constitution d'un collectif libertaire lycéen afin d'afficher une présence et de mener des actions spécifiquement libertaires au sein de ce mouvement de grève qui ébranle le second cycle de l'enseignement.

Jacques LEMARCHAND
(lycéen anarchiste)

Rentrée scolaire (suite)

Sages les enseignants!!

La rentrée scolaire s'est donc bien passée. Beullac, ministre de l'Education nationale, a de quoi être content, son confrère Henry aussi, secrétaire général de la FEN, lui qui parlait de négociations et surtout pas d'actions, de ne surtout pas faire monter le monde enseignant en première ligne des luttes sociales. Qu'il se rassure : il y a d'ailleurs bien longtemps que le monde enseignant a perdu son rôle d'avant-garde des luttes sociales.

Pourtant la rentrée a été fidèle à ses habitudes : classes surchargées, manque d'instits, fermeture d'écoles, avec en plus les aberrations de la réforme Haby. Les enseignants ont accepté tout cela sans mot dire, ou presque, leur syndicat (?) les tenant bien en laisse. D'ailleurs, d'année en année, ce syndicat se fait de plus en plus magouilleux, hypocrite. Un exemple concret : à Angers, le SNI, pour lutter contre les « bavures » de la rentrée, n'avait rien trouvé de mieux que de convoquer une manifestation parents-enseignants un samedi après-midi! L'action qui suivra découlant du succès de cette manif!! Comme on s'en doutait, cette manif fut un échec, ce qui permet désormais au SNI de justifier son immobilisme; quant à la future syndicalisation obligatoire des instits au SNI (vous verrez que ça se fera), elle va bon train puisque celui-ci fait passer des circulaires dans les écoles pour que le responsable SNI de l'école fournisse à l'U.D. les noms des non-syndiqués dans le but de convaincre directement ceux-ci à adhérer; son seul argument n'est-il d'ailleurs pas ses 380 000 adhérents qu'il étale fièrement sur les tableaux syndicaux.

Bref, la situation des enseignants est loin d'être à la lutte : la bureaucratie syndicale tient bien en main ses troupes. Ils auraient pourtant tous les motifs pour engager une lutte dure contre Beullac et ses sbires. L'école telle qu'elle est conçue est aberrante, de plus en plus chiant pour les élèves et les instits. « En route pour une année d'ennui » titrait Le monde libertaire, c'est cela la réalité profonde de l'école. L'école n'est plus viable, ni pour les gosses, ni pour les adultes. Mais de cela, les camarades bureaucrates ne veulent bien sûr pas en entendre parler puisqu'ils font partie de ce triste décor. C'est en luttant contre l'école d'aujourd'hui et contre eux que nous pourrions entrevoir une issue.

Louis
(Gr. Angers)

Clémence...

Le 22 septembre, le Tribunal Permanent des Forces Armées de Lyon, d'un cœur allègre, a offert sa clémence à 3 inculpés. Il ne s'agit ni d'Alfred Toudeur, qui poursuit sa grève de la faim, ni d'un quelconque quidam insoumis mais de 3 soldats responsables, non pas de la formation d'un comité mais... d'un viol et de tortures infligés à un appelé. Le terme viol collectif n'existant pas pour le TPFA (cela ne se fait pas, n'est-ce pas ?), n'a donc pas été retenu. Cette clémence des juges en kaki annoncerait-elle un heureux présage ? Ces derniers auraient-ils pris la décision de ne plus infliger de lourdes peines ?

Un an après Klaus Croissant Une nouvelle extradition ?

L E 16 du mois de novembre dernier, le gouvernement français, malgré de nombreuses protestations, profitant, entre autres, que son bon peuple avait ce soir-là les yeux rivés sur le petit écran pour assister à la qualification de « son » équipe en vue de la coupe du monde que l'on sait, ce gouvernement faisant fi du droit d'asile et bafoyant les intérêts de la défense, extradait Klaus Croissant, le livrant ainsi à la vindicte policière d'Allemagne fédérale.

Aujourd'hui, après cette affaire et d'autres comme celles de Schultz, Apalategui et Bellavita, un Irlandais, James Mac Cann, hostile à la présence britannique en Irlande du Nord, risque à son tour de subir le même sort.

Arrêté par la DST le 9 août dernier et cela à l'instigation du Bundes Kriminalamt (BKA), c'est-à-dire office fédéral de la police criminelle allemande, James Mac Cann se trouve actuellement incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille. Ses déplacements auraient été suivis à l'aide d'un ordinateur central de la police allemande, situé à Wiesbaden, et fonctionnant en étroite collaboration avec un autre appareil du même genre, Big Brother, installé, lui, à Lisburn en Irlande du Nord.

Dans un premier temps, ce qui ne fait aucun doute, c'est l'intervention des autorités allemandes sur le territoire français, puisque James Mac Cann, mis tout de suite au secret, aurait été interrogé ensuite par les agents du BKA avant d'être transféré aux Baumettes. L'arrestation repose sur un mandat lancé par les autorités allemandes qui affirment que ce dernier aurait été partie prenante d'un attentat commis le 15 septembre 1973 contre le quartier général de l'armée britannique à Monchengladbach, accusation pour le moins péremptoire puisqu'à l'heure d'aujourd'hui, les autorités allemandes ne disposent d'aucune preuve quant à sa culpabilité. De plus, cet attentat qui n'a fait aucune victime n'a à ce jour été revendiqué par aucune organisation. Depuis plus de 700 ans, nombreux sont ceux qui luttent pour le droit à l'autodétermination et contre la présence britannique en Irlande du Nord, présence qui se traduit dans les faits par une répression féroce; on en veut pour preuve le cas de Kieran Nugent, condamné le 16 septembre 1976 à 3 ans de camp, emprisonné à Long Kiosk et qui aujourd'hui entame sa troisième année de lutte pour le statut politique. Dès son arrivée au « Block », Nugent refuse de porter l'habit carcéral. Passé à tabac, couvert de blessures puis jeté nu dans sa cellule avec une couverture pour toute protection, Kieran est toujours là, au même endroit, nu sous sa couverture, plus de 2 ans après.

Cette résistance irlandaise fut en son temps reconnue internationalement dans ses objectifs et bon nombre d'exilés trouverent asile en France. Alors, pour revenir à James Mac Cann, ce dernier devrait normalement bénéficier, d'après l'alinéa 4 du préambule de la constitution, du droit d'asile. En fait, bien sûr, il s'agit ici d'une nouvelle tentative d'imposer dans les faits l'espace judiciaire européen et de mettre en pratique cette fameuse convention européenne antiterroriste. Par ailleurs, il est clair que Mac Cann n'a rien à voir avec l'attentat du 15 septembre 1973, et d'ailleurs les autorités allemandes ne disposent d'aucuns éléments pour justifier leur accusation, ont demandé un délai au gouvernement français pour livrer leur dossier. D'autre part, et cela est très significatif, en 1977 les autorités canadiennes qui avaient arrêté J. Mac Cann dans des con-

ditions identiques, devaient rejeter finalement la demande d'extradition du gouvernement d'Allemagne fédérale. En sera-t-il de même en France ? Pour l'instant, la cour d'Aix-en-Provence n'a donné aucune réponse. Mais après l'extradition de Klaus Croissant l'année dernière, il faut s'attendre au pire de la part du gouvernement, sans scrupule pour ce qui est d'une soi-disant justice ou légalité.

A travers cette chasse aux sorcières menée par les gouvernements complices, c'est une nouvelle Europe qui est en train de se forger, celle de Giscard, Schmidt et consort, une Europe policière afin de briser toute résistance...

Denis LAROISSINIE

Action internationale anti nucléaire

L E « Comité suisse de coordination » avait, en mars 78, écrit à toutes les organisations antinucléaires connues pour les inviter à préparer une journée internationale d'action pour un arrêt général des constructions ou projets de centrales nucléaires. Le comité, ayant reçu environ 60 réponses positives venues d'Europe, mais aussi des USA, de l'Inde, d'Australie, du Japon, décide de tenir une réunion préparatoire à Bâle, fin juin. Y assistaient des représentants de nombreuses organisations de Suisse, France, RFA, Belgique, Luxembourg, Autriche, Suède, Finlande, etc. La question du moratoire a paru aux délégués allemands en retrait sur la position antinucléaire et actuellement dépassée. Il y a eu accord sur la suppression des armements nucléaires, sur un moratoire d'au moins cinq ans, sur l'arrêt de toute exportation de matériel nucléaire et d'uranium. Accord aussi sur l'organisation d'une manifestation internationale antinucléaire pour la Pentecôte 79. Les modalités de cette manifestation seront étudiées lors d'une rencontre internationale (2 et 3 décembre 78) qui sera convoquée par le comité suisse de coordination.

La déclaration adoptée précise que la demande d'un moratoire est destinée à attirer les organisations ouvrières et syndicales qui ne repoussent pas absolument l'énergie nucléaire, mais s'opposent aux implantations autoritaires de centrales nucléaires. La campagne pour le moratoire donnera la possibilité aux adversaires du nucléaire de développer leur action pour le refus absolu de l'énergie nucléaire.

Le secrétariat aux Relations Internationales

Archaïque... vous avez dit archaïque ?...

LES TRIBULATIONS DU PARTI SOCIALISTE

(suite de la page 1)

lui, n'est au service de personne, pas plus au service du parti socialiste qu'il ne le fut au service du PSU. Rocard est au service de Rocard! Les autres ont été le complément économique d'un Mitterrand attiré par les jeux de la politique et les décalages littéraires. Il est bien connu que les grandes carrières des politiciens du centre-gauche partent du marxisme le plus intransigeant pour se terminer au centre de l'hémicycle à l'endroit où on peut être alternativement un représentant de la droite ou de la gauche. La lutte est engagée! Les anciens ou les modernes ? L'archaïsme ou le modernisme ? « Mon cul, ma chemise » comme aurait dit Duclos lorsqu'il n'était encore que pâtissier et qu'il ne prenait pas ses références auprès de la blanchisseuse.

Mais le parti socialiste ? Le parti socialiste, malgré ses ronds de jambe, reste le parti socialiste qu'il fut toujours au cours de l'histoire. Un parti d'appoint qui est condamné, qu'il penche

vers la droite ou vers la gauche, à n'être jamais lui-même, à jouer les utilités, le parti des cadres, des intellectuels bavards et larmoyants de la bourgeoisie de gauche. Le cœur à gauche, le porte-monnaie à droite! Le parti socialiste ne sera jamais autre chose, car le jour où il pourrait se passer des communistes, ou de la droite, le jour où la conjoncture pourrait le porter au pouvoir sans qu'il ait besoin de faire des concessions aux communistes ou aux réactionnaires, il existera dans ce pays un climat tel que le parti socialiste parlementaire et son programme de nationalisations paraîtraient encore plus... archaïque que de saison et que les problèmes ne se régleront plus alors au parlement mais dans la rue.

En réalité, Mitterrand a raison et Rocard n'a pas tort. Ce parti « révolutionnaire » qui mise tout sur l'électoratisme est archaïque. Ce parti construit sur des notables dont la carrière se poursuit pendant le cours d'une vie, est archaïque.

Ce parti qui nourrit en son sein les jeunes loups de la bourgeoisie de demain est archaïque. Ce parti du compromis est archaïque. Vestige du passé, il a la grâce des vieilles dames qui promènent des chapeaux à fleurs, et c'est avec attendrissement qu'on peut soupçonner : « Ah! ce que la république sociale devait être belle lorsque ce parti était jeune ».



Le parti socialiste peut tout de même être utile. Il reste un refuge pour les « révolutionnaires » fatigués afin qu'ils puissent, en pratiquant une politique de chef-lieu de canton, garder l'impression de n'être pas tout à fait mort, et il sert de tremplin aux Rastignac de facultés pour accrocher un premier accessit de leur carrière politique et administrative. Mais le parti socialiste disparaîtra avec le régime dont il ne fut rien d'autre qu'un ruban rose, emporté par l'avenir!

Maurice JOYEUX

Comment le maire de Toulon tient ses promesses...

A PRES les diverses péripéties narrées dans le numéro précédent du ML, un fait nouveau vient de surgir dans le conflit qui oppose depuis deux années la municipalité à l'association de quartier du Port Marchand.

Samedi matin, le 30 septembre, le président de cette association a reçu une lettre recommandée avec accusé de réception émanant de la mairie. Cette lettre informe l'association que la mairie a décidé de mettre fin à la convention la liant au foyer de jeunes du Port Marchand. Sans explication.

Cette lettre arrive après 2 ans de promesses répétées du maire, des adjoints, des édiles locaux. Tous affirmaient que « bientôt une réponse concrète sera apportée » aux demandes de la population... On voit la « réponse concrète ».

Dans l'après-midi du 30 septembre, en mairie, des membres de l'association ont rencontré le maire. Ce dernier leur a déclaré n'être pas au courant de cette lettre dénonçant la convention. Pourtant, en bas de lettre, on peut lire la signature : Arreckx. Le dit arreckx étant le maire de Toulon!...

Yves BELLEC

Conférence anarcho-syndicaliste

CETTE conférence a été convoquée à l'initiative du groupe syndicaliste de Rouen et a rassemblé une centaine de personnes dont le groupe syndicaliste de Rouen, l'Alliance Syndicaliste, les deux Unions Régionales CNTF, le groupe Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste et des isolés. Étaient présents à titre d'observateurs l'Union Anarcho-Syndicaliste, le groupe de Bordeaux de la FA; au niveau international, la SAC (syndicat suédois), un groupe de la FAUD de Cologne et le secrétaire aux Relations Internationales de La CNT d'Espagne, venu en France à l'occasion de la grève des pompistes. Pour des raisons matérielles,

Cette conférence faisait suite à la rencontre infructueuse de novembre 1977 à Paris entre l'Alliance Syndicaliste, l'UTCL et le groupe syndicaliste de Rouen. Le collectif pour l'UTCL ne pensait pas qu'il était nécessaire de se retirer maintenant des grandes centrales syndicales réformistes et ne partageait pas la nécessité exprimée par les autres participants de relancer une section française de l'AIT en France.

La conférence de Rouen était donc composée de gens d'accord sur la nécessité de renforcer la section française de l'AIT mais ayant une différence d'appréciation quant à la façon d'y parvenir.

Le premier point de l'ordre du jour était consacré au bilan du travail effectué dans les syndicats réformistes où l'on note un potentiel libertaire qui n'arrive pas à s'exprimer ou, dès lors qu'il s'affirme, se voit laminé par les réformistes et les politiciens.

En second lieu, il fut traité, sur la demande du groupe Fresnes-Antony de la FA, du problème de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire. Si de nombreux participants pensaient que ce problème restait du domaine de la théorie et de la querelle de mots, chacun a pu s'apercevoir qu'il était en fait question de deux concepts bien différents. L'anarcho-syndicalisme, comme il se pratique en Espagne, reconnaît les anarchistes sous leur identité dans le syndicat et ne leur barre pas la voie aux responsabilités, ne considérant pas ces militants comme des membres d'un parti politique. Au contraire, le syndicalisme révolutionnaire, doctrine auto-suffisante, considérant le syndicalisme à la fois comme moyen et but, ne refuse pas la participation des anarchistes dans le syndicat, mais au même titre qu'un membre du parti communiste ou du parti socialiste, c'est-à-dire à l'écart des responsabilités.

En troisième et quatrième points de la conférence, il a été discuté du travail à engager, il a été déterminé la création d'une coordination anarcho-syndicaliste composée de comités locaux et qui soumettra son adhésion à l'AIT. Cela soulève le problème de la double appartenance syndicale puisque ces comités anarcho-syndicalistes rassembleraient des membres de centrales réformistes et des membres déjà adhérents à la section française de l'Association Internationale des Travailleurs, alors que celle-ci n'est composée que de sections n'ayant pas de lien avec les centrales réformistes. Les comités locaux devraient dans un premier temps mettre en relation entre eux les anarcho-syndicalistes engagés dans des situations différentes.

En substance, nous pouvons dégager la nécessité émise par la conférence de s'affirmer en tant qu'anarcho-syndicalistes. L'anarcho-syndicalisme existe en France de façon limitée mais dégage un potentiel militant dont on ne peut dégaucher clairement les dimensions, isolés que nous sommes par le réformisme.

Gr. Fresnes-Antony

LECTEURS, ABONNÉS,

Pour toute correspondance, indiquez votre adresse.

Sur chaque règlement, indiquez son objet.

Un délai de 15 jours est nécessaire à l'installation des abonnements ainsi que pour toute opération d'acheminement de notre journal.

Pêche, ostréiculture

ÉCOLOGIE ET RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE

Pendant les travaux le bal continue!

DIRE aujourd'hui que la pêche, l'ostréiculture et un certain nombre d'autres activités tournées vers la mer vivent à l'heure de la crise, n'a rien d'original en soi. Les faits sont là, qui s'étalent complaisamment sous nos yeux et forcent notre attention.

Rares, cependant, sont ceux qui mesurent à sa juste valeur l'amplitude et surtout le caractère quasi-irréversible de cette crise.

La dégradation du milieu marin consécutif aux pollutions de toutes sortes et l'épuisement

des fonds laminés par des technologies sans cesse plus performantes, se combinent en effet aujourd'hui au point de remettre radicalement en question, dans un avenir immédiat, l'existence même des métiers de la mer.

L'espérance de vie de ceux qui vivent de la mer, diminue lentement mais inexorablement, au rythme de l'étiollement d'une vie marine qui s'apparente chaque jour davantage à la survie. La crise écologique est là qui sonne le glas de la mer... et des marins!

L'évidence des faits pourrait laisser supposer une réaction radicale des principaux intéressés. La logique ou même le simple bon sens voudrait à tout le moins que l'on tentât de s'attaquer aux causes du mal plutôt qu'à ses effets. Il n'est en effet pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que les racines de la crise écologique présente plongent toutes entières dans le fumier d'un système social rongé par la soif sans fin de profit, le centralisme forcené, la fatuité technocratique et la bureaucratie gélatifiante.

C'est pourtant à un tout autre type de réaction que l'on assiste. L'anxiété qui étreint tous ceux qui vivent de la mer, va en réalité servir de prétexte à certains pour renforcer encore le système existant, en multiplier les effets et précipiter ainsi la course vers le néant. Sous couvert d'écologie, on va restructurer les professions de la mer dans l'optique d'une plus grande concentration. On escompte ainsi augmenter le profit en faisant le pari insensé de s'adapter à la crise écologique.

Les gros poissons mangent toujours les petits

Au printemps dernier, un certain nombre de ports de l'Atlantique étaient en ébullition. Sur l'île d'Oléron, le port de La Cotinière était bloqué par un piquet de grève formé de chalutiers; à La Rochelle, Royan, des centaines de rôles étaient déposés. En-dessous du 48^e parallèle, de St-Jean-de-Luz à Douarnenez, la profession tout entière était mobilisée. Motif de tout cela : l'application en France de la nouvelle réglementation européenne concrétisée par un décret paru au Journal Officiel du 22 avril dernier.

C'est ainsi que la taille des poissons avait été relevée, le maillage des filets augmentés, des quotas de pêche instaurés, et la tenue d'une comptabilité instituée. Le but de cette nouvelle réglementation visait officiellement la conservation et la protection des espèces marines.

Pour bien comprendre ce qui se cache derrière tout cela, il est nécessaire de garder bien présentes à l'esprit un certain nombre de choses. Tout d'abord, il faut savoir que plus des trois quarts des navires de pêche français tirent leur subsistance de la zone littorale, par définition la plus riche. La majeure partie de notre flotte de pêche est donc constituée de petits chalutiers tout juste équipés pour rester quelques jours en mer. Par voie de conséquence, l'artisanat caractérise cette profession. Le secteur industrialisé de la pêche ne concerne en fait que peu d'unités : la rarefaction du poisson les touchent pourtant en priorité. Ce phénomène a plusieurs causes au nombre desquelles figurent la surexploitation des fonds par les navires usines. Les petits chalutiers, en adoptant des techniques de pêche comme le chalut pélagique mettent littéralement à sac la zone littorale.

Les pollutions diverses s'intercalent pour une part non négligeable dans ce processus de désertification de la mer.

Face à la réalité de ces faits, il est bien évident que la sauvegarde des espèces marines s'impose pour le présent. Entre le dire et le faire, il y a cependant une différence.

En effet, les nouvelles normes, en visant seulement cer-

la disparition pure et simple des artisans de la mer. La pêche industrielle se trouve par là même encouragée. La zone littorale étant ainsi moins exploitée, on escompte tout simplement le repeuplement des grands fonds.

Après l'agriculture, c'est maintenant le secteur de la pêche qui va connaître l'exode, « maritime » cette fois. Dégraissage



taines espèces, ne vont en fait que s'appliquer à la seule zone littorale et donc aux seuls petits marins pêcheurs. Pour l'heure, la moitié au moins de leur pêche tombe sous le coup de la loi. A court terme, la réglementation européenne signifie pour eux la faillite; l'investissement nécessaire par le remplacement de leur matériel se révélant de plus particulièrement onéreux. La sauvegarde des espèces littorales signifie donc dans le contexte actuel

et concentration économique se faisant dans le cas présent au nom de l'écologie.

L'huitre et les plaideurs vers fin du XX^e siècle

L'ostréiculture, dont la structuration économique et les problèmes de l'heure sont quasi identiques à ceux de la pêche, est actuellement engagée dans le même processus. En Bretagne et sur le littoral charentais, les ostréiculteurs, ces jardiniers de la mer, vivent au rythme de la petite exploitation de type familial. La pollution marine comme l'hyper-exploitation des zones où sont élevées les huîtres rendent de plus en plus problématique la vie même de l'huître. C'est ainsi qu'en 1972 un virus détruisit à 90% les réserves ostréicoles du bassin de Marennes Oléron.

La nécessité de dépolluer la mer comme de rationaliser l'élevage dans le sens d'une moins grande intensité s'impose pour le présent à tous les ostréiculteurs. Là encore et sous couvert de ces préoccupations écologiques, on va s'engager dans un processus de restructuration économique qui va en réalité évacuer complètement le problème de fond qu'est la détérioration du milieu marin. C'est ainsi qu'à l'embouchure de la Seudre, entre La Rochelle et Royan, va se construire un port

Un réel succès

L'association *Légitime défense*, repaire d'amoureux de la gachette, tenait un meeting vendredi 7 octobre à Nancy. 133 personnes s'étaient déplacées pour ce meeting, ce qui lui vaut d'être relaté sur un quart de page dans le journal *Le Monde* des 8 et 9 octobre. L'auteur de l'article, en évoquant le nombre d'assistants, parle d'« un réel succès ».

133 personnes dans une ville comme Nancy! L'envoyé spécial de ce journal ne doit pas sortir bien souvent. Quant à nos meetings, on attend encore d'en pouvoir lire une ligne de compte-rendu dans ce journal où le désir d'informer est, on le sait, plus précieux que tout autre chose.

La forêt française

A PRÈS le pétrole, les importations de bois et de ses dérivés constituent le deuxième poste du déficit de la balance commerciale française. Les chiffres pour l'année 77 sont les suivants :

| | |
|------------------------------------|--------|
| Produits forestiers et sciages | - 1737 |
| Travail mécanique du bois | + 63 |
| Ameublement | - 1605 |
| Pates, papiers, cartons | - 2679 |
| Transformations papiers et cartons | - 1014 |
| Total | - 6972 |

* Les chiffres expriment des millions de nouveaux francs et les signes - et + indiquent un excédent ou un déficit de la balance commerciale.

L'évolution de ce déficit en hausse est nettement marquée depuis plusieurs années :

| | | | | | |
|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 1965 | 1970 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 |
| - 824 | - 2294 | - 6630 | - 4707 | - 7966 | - 6972 |

La forêt française occupe pourtant 13.500.000 hectares (le 1/4 du territoire national), surface égale à celle des forêts de l'ensemble des autres pays de la C.E.E. Cette propriété foncière appartient soit à l'Etat soit aux collectivités locales pour 14.500.000 hectares, et les 9 millions restant appartiennent à 1.600.000 propriétaires privés dont 1.500.000 se partagent 6 millions d'hectares avec des parcelles dont la surface est inférieure à 10 hectares.

Si les forêts domaniales sont correctement gérées, les forêts privées sont dans leur grande majorité plus ou pas gérées du tout. D'où un gaspillage immense de cette ressource naturelle. On estime que l'on pourrait immédiatement tirer 30% de plus de profit d'une exploitation rationnelle.

L'extrême morcellement des bois et forêts : 4 hectares en moyenne pour les petits sylviculteurs, correspond exactement à la superficie moyenne des forêts allemandes qui sont beaucoup plus productives.

Nous nous trouvons une fois de plus devant les lacunes du capitalisme libéral incapable de gérer son propre patrimoine. A signaler qu'un récent rapport de Bertrand de Jouvenel préconise, dans le cadre gouvernemental actuel, une foule de mesures en faveur de la forêt. Nous en retiendrons deux :

— acquisitions par l'Etat jusqu'à la fin du siècle de forêts ou de terrains à boisier

| Surface | Motif | Coût |
|---------------|------------------------|-----------|
| 3000 hectares | Lutte contre l'évasion | 30 à 50 M |
| 5000 hectares | Forêts péri-urbaines | 30 à 50 M |
| 3000 hectares | Forêts de production | 30 à 50 M |

— une mise en valeur rationnelle sur tous les plans (production de bois et dérivés, protection des sites, accroissement du rôle écologique des forêts, etc.) créerait de 30 à 80 000 emplois nouveaux.

Yves ROCHEFORT

ostréicole d'un nouveau type qui va servir de test à cette stratégie insensée. Tous ceux qui auront pignon sur quai dans ce nouveau port vont en effet devoir se conformer à de nouvelles normes de salubrité. Les huîtres qui sont toujours élevées en mer devront, avant d'être commercialisées, passer dans des bassins dégorgeoirs où la chloration et autres procédés du même ordre seront sensés leur redonner une virginité sanitaire. Plutôt que de dépolluer la mer, on va dépolluer les huîtres. Comme ce type d'installation s'avère être hors de portée de la bourse des petits éleveurs, une restructuration à base de grandes sociétés s'opérera inévitablement. Les petits éleveurs auront alors le choix entre l'exode et le salariat.

Debout les damnés de la mer!

La politique de restructuration économique que j'ai décrite en est aujourd'hui encore à ses premiers pas. Les marins pêcheurs ont obtenu un sursis de six mois à la faveur des dernières législatives et les ostréiculteurs sont encore trop traumatisés par le naufrage de l'Amoco Cadiz pour se laisser restructurer en douceur. Le sursis sera pourtant bref et il emporte à tous de l'utiliser au mieux. La restructuration à base de concentration de type capitaliste est à l'évidence un leurre

qui ne résoudra en rien la crise écologique qui affecte et infecte la mer. Pour ne pas succomber à son charme discret, il importe cependant que tous ceux qui vivent de la mer osent regarder les choses en face et modifient certaines de leurs pratiques qui contribuent à désertifier le milieu marin. Un certain nombre de techniques de pêche qui relèvent de la dévastation pure et simple doivent être abandonnées. Les ostréiculteurs doivent s'entendre pour ne pas épuiser le milieu par une culture hyper-intensive. Repensant leurs professions dans le sens d'un rapport d'équilibre avec la vie marine, ils seront alors bien armés pour s'attaquer à la véritable source de tous leurs maux : notre système socio-économique qui secrète la pollution comme il secrète l'aliénation chez les hommes qu'il exploite et oppresse par le seul profit du capital.

La voie est étroite entre le désespoir et un changement radical de mentalité; ce d'autant plus que le temps presse. La mort de la mer est là qui s'approche à grands pas et elle règlera définitivement le problème. Capital et petits exploitants seront alors égaux devant elle. Dans un certain sens on pourrait se satisfaire de ce que, pour une fois, la morale de l'histoire serait sauve. Ne serait-il pourtant pas plus réaliste d'arriver à ce résultat devant la vie ?

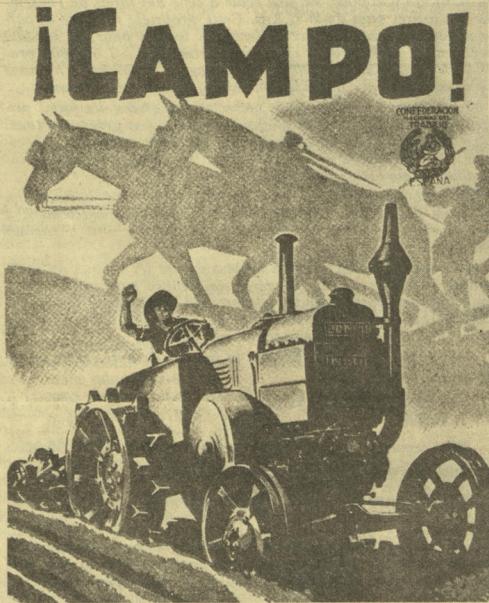
Jean-Marc RAYNAUD

Les paysans d'Andalousie rejoignent la C.N.T.

DANS le Sud de l'Espagne, en Andalousie, l'agriculture, malgré sa situation plus que préoccupante et le drame que vivent en permanence les paysans andalous, occupe une grande place. La majeure partie des travailleurs de la terre était jusque là affiliée au S.O.C., syndicat créé et manipulé par le Parti du Travail (organisation maoïste), selon la bonne et vieille tradition communiste, orthodoxe ou gauchiste. Au moment de sa création, les leaders du S.O.C., profitant du glorieux passé anarchiste de la région, avaient déclaré être les continuateurs de l'œuvre émancipatrice commencée par la C.N.T. avant la guerre civile, et qu'ils avaient ramassé le drapeau rouge et noir de l'anarcho-syndicalisme, abandonné avec le triomphe du fascisme...

Bâti sur le mensonge, puisqu'il n'y a rien de commun, ni dans les moyens ni dans le but poursuivi, entre le S.O.C. et la C.N.T., le syndicat maoïste devait tôt ou tard connaître un revers. C'est ce qui vient de se produire à Osuna, dans la province de Séville, où tous les adhérents du S.O.C. (sauf un) sont passés à la C.N.T. et sont venus grossir la Fédération des Paysans d'Andalousie de la C.N.T.

Dans une conférence de presse organisée dans les locaux de la Fédération Locale de la C.N.T. à Séville, les paysans ont expliqué les raisons pour lesquelles ils considèrent désormais « que la C.N.T. répond à ce qu'ont été et sont toujours les aspirations de tous les travailleurs journaliers andalous et de toute la classe ouvrière ».



Une sévère condamnation du Parti du Travail a été faite dans un premier temps. Les paysans andalous ont rappelé qu'à la tête du syndicat qu'ils viennent de quitter, la majeure partie des fonctions dirigeantes était tenue par des membres de ce parti et que, de ce fait, les décisions prises en assemblées par les travailleurs de la terre se voyaient de plus en plus mises à l'écart au profit de la ligne politique décidée et défendue par le Parti du Travail.

Face à cela, les paysans andalous ont réaffirmé la prédominance des décisions prises en assemblées par l'ensemble des travailleurs.

D'autre part, face aux accusations qui ont été formulées envers les paysans d'Osuna, comme quoi ces derniers cassaient l'unité des travailleurs, il a été répondu nettement que cette fautive unité des travailleurs ne passait pas par l'affiliation à un syndicat unique. Cette position est d'ailleurs défendue par tous les partis politiques qui possèdent néanmoins chacun leur syndicat. Au contraire, la présence des partis politiques au sein de la classe ouvrière, par syndicats interposés, comme les Commissions ouvrières inféodées au parti communiste ou l'U.G.T. au parti socialiste, seule cette présence rompait avec l'unité réelle des travailleurs qui se fait dans la lutte, au-dessus de ces partis.

Pour conclure, laissons la parole aux paysans andalous : « Pour toutes ces raisons, nous avons choisi d'entrer à la C.N.T. et de nous unir à d'autres compagnons qui, en d'autres villages d'Andalousie, défendent la Fédération des Paysans qui, en plus de son histoire de syndicat révolutionnaire, fonctionne en assemblées, et dont les décisions sont prises entre tous sans que soient admis au sein de la C.N.T. les bonzes politiques et syndicaux payés par le syndicat, mais où tous, depuis le premier jusqu'au dernier, comme nous, vivent de leur travail et non de la politique ».

La Fédération Anarchiste se réjouit de telles paroles et souhaite à la Fédération des Paysans Andalous de mener un travail fructueux comme avait su le faire la C.N.T. d'avant la guerre civile.

Le secrétariat aux Relations Internationales

Journaux étrangers vendus à Publico

Freedom (Anglais), *Ummanta Nova* (Italien), *Revue A* (Italien),
C.N.T. (Espagnol), *Solidaridad Obrera* (Espagnol)

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Allemagne

ÉCOLOGIE ET POLITIQUE — A Rendsburg (Schleswig-Holstein) le comité de citoyens pour la protection de l'environnement s'est inquiété de l'opposition des listes vertes lors des élections aux Landtags et des discussions stériles sur le parlementarisme et l'antiparlementarisme qui occupent les Bürgerinitiativen, tandis que les partisans du nucléaire continuent de poursuivre l'application de leur programme. Pour les prochaines élections dans le Schleswig-Holstein, une liste verte a été constituée « à huis clos » sans se soucier de l'opinion des comités de citoyens! Le comité de Rendsburg pense que « les listes vertes paralysent le mouvement antinucléaire et que la participation des comités de citoyens aux élections est une grave erreur ». Il demande à tous les comités de la région de tenir un congrès où sera débattu la question de la participation électorale et définie la position des comités à l'égard des listes vertes.

Quand ce numéro du ML paraîtra seront connus les résultats des élections (8 octobre) au landtag de Hesse, que nous commenterons prochainement. Deux listes vertes (GLU et GLH plus « radicale ») ont mené une campagne active : elles sont tombées d'accord pour organiser le 1^{er} octobre, avec le concours de tous les groupements antinucléaires de la région, une grande manifestation devant la centrale nucléaire de Biblis.

BERLIN-OUEST — Le procès des 4 imprimeurs de *Info-Bug*, comme le ML du 7 septembre l'annonçait, a repris le 11. On sait que trois d'entre eux avaient été le 13 juillet remis en liberté après plusieurs mois de détention. Le comité de défense des accusés publie régulièrement une analyse des séances du tribunal. Les audiences du 11 et du 17 ont été marquées par les efforts du procureur : 1^o pour prouver que le « Secours rouge » de Berlin était lié à la rédaction d'*Info-Bug* et par suite était, lui aussi, suspect d'activités criminelles; 2^o pour faire dire aux imprimeurs qu'ils étaient membres du « Secours rouge » et par là-même liés à la rédaction et complices de celle-ci! Manœuvres bien tortueuses pour culpabiliser quatre personnes faisant leur métier d'imprimeurs. La suite du procès nous montrera si, à Berlin-Ouest, la justice brave le ridicule!

Belgique

QUAREGNON — Le ML du 28 septembre a signalé qu'à la suite de la fermeture de l'usine textile Salik (330 ouvrières licenciées) une centaine d'ouvrières avaient occupé l'usine, remis en marche la production, procédé à la vente des jeans. En un mot, il s'agissait d'autoproduction, cette grève « sauvage » n'étant soutenue que par la centrale CSC (chrétienne). Le mouvement continue et les ouvriers ont passé commande de

Le numéro de septembre de *C.N.T.*, organe national de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, ainsi que le numéro du 20 septembre de *Solidaridad Obrera*, organe de la C.N.T. de la région catalane, sont en vente à Publico au prix de 4 F l'exemplaire.

11 tonnes de tissu (soit 23 000 mètres pour jeans et jupes) à la coopérative Daphica-Ere, usine contrôlée par la CSC. Mais un fait nouveau s'est produit : la CSC propose la création d'une coopérative de production, solution séduisante à condition que cette coopérative soit du type autogestionnaire et non du type capitaliste. Malheureusement cette coopérative n'emploierait que 30 ouvrières, soit à peine le tiers des ouvrières occupant l'usine. Quant aux 230 autres licenciées, on n'en parle pas! Cela ne peut que créer parmi les victimes de Salik une division inacceptable. Fin septembre l'occupation - et l'autoproduction - continuaient.

ANVERS — Fin septembre, depuis plus de 15 jours, les 260 ouvriers de la raffinerie de pétrole RPB (fermeture décidée) occupent l'entreprise qui appartient au puissant trust multinational « Occidental Petroleum ». Ils sont soutenus par les 5000 ouvriers du secteur pétrolier de la région d'Anvers. Des piquets de grève bloquent les routes et s'opposent au passage des camions citernes venus de France, d'Allemagne et de Hollande qui, pour briser le mouvement, tentent d'approvisionner les pompes. Il y a eu divers incidents avec la gendarmerie qui escorte ces camions. Le gouvernement évite de prendre position, se contente de vagues promesses aux syndicats de la FGFB et de la CSC... espérant que la grève de la RPB pourira.

ANDENNE SUR MEUSE — Les habitants de cette localité vont par voie de référendum se prononcer pour ou contre l'implantation d'une centrale nucléaire dans le voisinage de leur cité. Procédure inhabituelle, maintenue malgré les pressions gouvernementales. La section du parti socialiste belge, dont fait partie le bourgmestre Erde-

kens, invite la population à voter non : « pour la santé des habitants, pour leur bien-être, pour leur portefeuille! » Passera-t-on outre, le cas échéant, à la volonté de la population ?

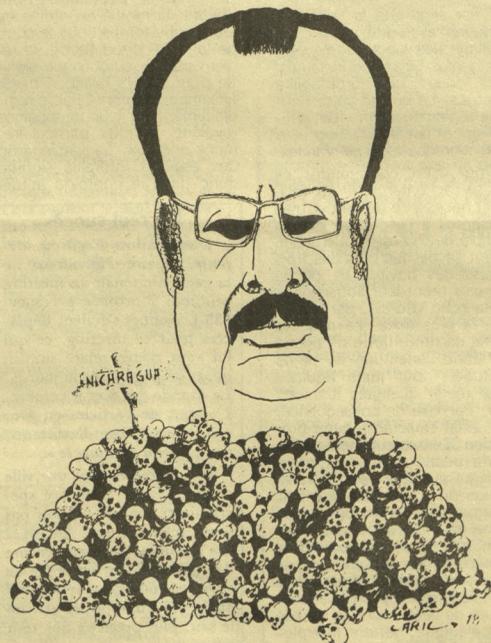
Suisse

La confédération helvétique - la plus vieille république d'Europe! - n'est certes pas une parfaite démocratie : l'emprise du capitalisme avec la course au profit, les activités de la police sous prétexte de chasse au terrorisme, l'hostilité à l'égard des travailleurs immigrés y sévissent comme ailleurs. Cependant, sa constitution est fondée sur un fédéralisme qui - bien que fort éloigné du fédéralisme libéral - est bien préférable au centralisme dont souffre notre république française « une et indivisible ». Quatre secteurs linguistiques, 22 cantons possèdent une certaine autonomie inconnue en France. On sait que trois districts du Jura, francophones et catholiques, demandaient depuis plusieurs années à se séparer du canton de Berne, germanophone et protestant et à constituer un 23^e canton. Cette revendication, qui avait donné lieu à pas mal de violences, a été soumise, selon la constitution, à un référendum dans l'ensemble de la Confédération. Ce référendum a eu lieu le 24 septembre et la création de ce nouveau canton du Jura (capitale : Delémont) a été approuvée par une forte majorité : de 70 à 95% selon les cantons. Une telle nouvelle a dû laisser rêveurs Basques, Bretons, Corses, Occitans, etc., victimes d'un centralisme étatique qui ne désarme pas. Malgré ses imperfections, la Confédération helvétique nous offre un exemple que Giscard, Barre et autres s'empressent... de ne pas suivre!

« On nous appelle assassins, voleurs... mais je sache personne n'a pu le démontrer ».

Anastasio SOMOZA
(Président du Nicaragua)

TUEZ LES TOUS,





Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Le sang à la tête

par Serge Livrozet

Livrozet Editions

EST-CE un roman ? Est-ce un récit ? Quelle est la part de souvenirs dans cet ouvrage dense ? On peut en discuter ! Mais ce qui est certain c'est qu'il s'agit là d'un des plus brillants plaidoyers qui ait été écrit contre la peine de mort. C'est d'ailleurs mieux que ça, car l'auteur nous introduit dans cette période d'attente du condamné, et, à l'aide d'un artifice, il nous fait vivre l'instant suprême qui sépare l'existence de l'inconnaisable. Attitude discutée diront certains esprits grincheux ! Mais la liberté de l'écrivain envers la fiction est totale et puis les beaux esprits qui ornent les confessions religieuses ont été bien au-delà des audaces de l'auteur, ce qui ne les a pas empêchés d'emporter l'adhésion de millions de femmes et d'hommes à la recherche de ce problème

pourtant simple qui est la limite de toutes les espèces.

L'idée initiale part de la survie du cerveau pendant une fraction de seconde après la mort constatée. L'idée n'est pas neuve ! Elle s'inscrit pour les savants eux-mêmes dans l'approximatif d'un constat de décès « réel » à partir de l'arrêt du souffle ou du battement de cœur, du repos du système nerveux et, éventuellement, du blocage de la mécanique qui régularise le corps humain.

L'histoire est simple ! Bruno Conaudo est poussé sur la planche, le couperet tombe ! Pendant un instant, « la tête entre les jambes », Bruno revoit son existence que les bois de justice viennent de clore. Bruno est-il coupable ou innocent ? L'affaire n'est pas là ! Chacun, coupable ou innocent, suivant la loi, ramasse avant le jugement les éléments d'une innocence qui, à défaut d'être formelle, s'étaye sur la fatalité, l' inexplicable qui l'ont conduit où il est. Et inlassablement ce sont « les autres » qui, socialement, humainement, peut-être simplement parce qu'ils existent, qui l'ont conduit où il est !

L'histoire est captivante, le lecteur la lira d'un seul jet. Pour ma part, j'en ai retenu ce climat baignant l'homme qui, dans une prison, attend. D'abord avant la condamnation. Cette odeur de moisissure, d'humidité, de crasse que connaissent bien ceux qui ont été des clients de la justice. Puis toute cette musique qui résonne dans la tête du prévenu. Il fait et refait ses comptes. Pourquoi, comment ? Cette comédie qu'il jouera à l'instruction, à l'avocat, à lui-même et qui est chaque fois différente. Mais il y a un après ! C'est alors l'échafaudage des espoirs et des déceptions. Le pire c'est naturellement l'incertitude qui étire la gorge lorsque la condamnation n'est qu'une formalité qui ouvrira non sur la liberté mais sur un autre procès, une déportation, ou pire encore sur l'inconnu.

Serge Livrozet a vécu la prison et il la décrit mieux que personne, mais il y introduit autre chose, la réflexion pendant une fraction de seconde d'un cerveau étonné de ne pas sentir réagir ce complément qui fut son corps pendant toute une vie.

Ce récit (déjà édité pour moi c'est un récit) est édité par Serge Livrozet lui-même, qui vient de fonder sa maison d'édition où il n'éditera que ses ouvrages et il nous dit pourquoi dans une préface savoureuse où, sous le titre Le droit d'écrire, il administre une magnifique volée de bois vert à l'éditeur et aux éditeurs auxquels, pour une fois juge sévère, il n'accorde aucun sursis. C'est un pari difficile ! Je souhaite de tout cœur qu'il le gagne, non seulement parce qu'il est mon ami, non seulement parce que j'aime les combats réputés perdus, mais surtout parce que son œuvre littéraire est un reflet de notre temps et que lorsqu'un livre est imprimé, l'homme qui l'a écrit a droit à cette fraction de seconde supplémentaire que l'auteur a accordé à son héros.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

de Pierre BESNARD
(vol. 350 p. 39 F)

Prix de souscription : 33 F
(franco de port)

Commandes à adresser à
Cercle d'études sociales
libertaires
BP 121
25 014 Besançon Cedex
CCP 2025 65 T Dijon



L'association
Le vent du ch'min
recherche
pour une exposition
à la bibliothèque
de Béthune
des dessins, lithos,
du dessinateur anarchiste
ARISTIDE DELANNOY
(1880-1911)
Ecrire au
Vent du ch'min
5 bis, rue Vachette
93 200 ST-DENIS



Le vent du ch'min et le
groupe de recherches sur les
traditions populaires de Beaune
présentent
**LA CHANSON D'UN
GÂS QU'A MAL
TOURNÉ**
dit par
Bernard MEULIEN
Jeudi 12 octobre à 21 h
CHÂTEAUDUN
(salle St-André)
Jeudi 19 octobre à 21 h
ARTENAY
(salle des fêtes)

ENTRETIEN AVEC LE CHANTEUR HUBERT-FELIX THIEFAINE

Il y a deux ans, à l'occasion du congrès de Besançon, Hubert-Félix Thiefaïne chantait pour notre groupe. Depuis, il a réussi à enregistrer son premier 33 tours. Il nous semblait intéressant de nous entretenir avec lui, afin de livrer au Monde Libertaire les réflexions d'un jeune chanteur de province.

Groupe Proudhon — Quelles difficultés rencontres-tu ?

Thiefaïne — Quand tu n'as pas de disque, tu es le mec qui fait la manche. J'ai des paies correctes depuis mon disque. Pendant quatre ans, j'ai été à Paris, au « Pétrin ». Le « Pétrin » était autogéré. Je ne gagnais que vingt à trente francs par soirée. Le pétrin a subi les mêmes expulsions que les habitants de la rue Mouffetard. Je suis revenu dans la région.

— Que penses-tu des chanteurs régionalistes ?

— Je ne suis pas un chanteur régionaliste. J'ai fait des prospections en Bretagne sans pouvoir décrocher un seul contrat, parce que je n'étais pas Breton. C'était systématique. Le mouvement occitan est celui qui me semble aller le plus loin, qui ne reste pas bloqué dans le régionalisme écologique-folk.



— Pourquoi chantes-tu ?

— Je pense que c'est un phénomène bien intime. Quand je chante, ce n'est pas mon ego, c'est-à-dire ce que je dis, beaucoup de gens pourraient le dire aussi. J'ai peu de chansons autobiographiques, quand je dis « je » c'est pour être plus direct, j'en prends la responsabilité. Je suis profondément individualiste. La meilleure façon de vivre socialement, c'est de s'assumer, en tant qu'individu. Le jour où tout le monde s'assumera, ça ira beaucoup mieux.

— Que représente pour toi le militant ?

— Je pense qu'il faut avoir un certain recul face à une situation et souvent j'ai l'impression qu'il ne l'a pas. Je n'aime pas la spécialisation et le type qui ne peut parler que d'écologie ou de Trotsky, c'est pauvre. Et puis souvent tu n'es pas en face d'un individu, mais en face d'un bouquin de théorie qui ne dit jamais « moi » ou « je ». Quand tu rentres dans un parti, je crois que tu es profondément coincé et que tu as envie de t'approprier des réponses par cœur pour te faciliter la vie, parce que c'est épuisant de toujours se remettre en cause.

— Que penses-tu de la relation acteur-spectateur ?

— Je te répondrai par trois citations de Morrisson tirées de son bouquin « Seigneurs et nou-

velles créatures » :

« Nous nous sommes métamorphosés d'un corps fou dansant sur les collines en une paire d'yeux fixant le noir ».

« Les spectateurs sont des vampires tranquilles ».

« Le spectateur est un animal mourrant ».

— Quelles sont tes relations avec les artistes ?

— J'en ai très peu. Je préfère avoir des relations avec d'autres gens. Un artiste ne m'apprend pas grand chose et puis ce sont souvent des gens super-chiantes et cons dans la vie. Dès qu'ils passent une demi-heure dans un cabaret, ils se prennent pour des dieux. Le mégalomanie, ça me fait chier.

— Ta façon d'aborder les problèmes amoureux dans tes chansons n'est pas toujours bien comprise. Que penses-tu de ces problèmes ?

— Ces histoires d'amour et de sexe, pour moi, c'est vraiment superficiel, parce que je suis persuadé que c'est un problème de communications, un problème de gens qui, dans cette société, se trouvent écorchés.

— Le thème du rêve ressort de tes chansons. Que représente pour toi le rêve ?

— Pour moi, il n'y a pas le rêve d'un côté et la réalité de l'autre. Ceux qui prétendent être des rêveurs ou des réalistes me font chier. Tout cela se mêle.

Groupe Proudhon

Théâtre

La culotte

Théâtre de l'Atelier

ACTUELLEMENT on présente un spectacle, place Dancourt à Paris, qui est une satire, assez baroque, d'une révolution réalisée par les femmes et instituant, enfin, le matriarcat. L'action se déroule de nos jours, chez un académicien collaborant au Figaro, c'est original. Puis les scènes suivantes ont pour cadre le tribunal féminin des militantes du XVI^e. On nous détaille les erreurs et stupidités des tribunaux d'exception, les effets sont grossis, beaucoup trop, et cela est long... trop long. L'auteur règle ses comptes avec aigreur, il n'aime pas Le Figaro, Aragon, Sartre, les militants cocos, les jeunes, etc., etc. Cette histoire de la défaite de la phalocratie pouvait servir de prétexte à une pièce amusante : malheureusement, ici, c'est un rabachage de regrets ; à mes yeux, un vidage de bile, une crise d'hypocondrie. La thérapeutique, en ce cas, n'est pas le théâtre, mais un traitement médical.

L'interprétation démontre la haute qualité de tous les comédiens. Dans un rôle invraisemblable d'académicien-chroniqueur figaresque, baiseur de bonnes et obsédé de croupes : Jean-Pierre Marielle parvient à soutenir le personnage. Christian Marin compose un amusant avocat, c'est du comique de classe. Sylvain Rougerie, puis Marco Perrin en frotteur délateur, remplissent bien ces emplois difficiles. Jacqueline Jéhanuef et Odile Mallet marquent avec talent et ferveur la défaite des mâles. Leurs compagnes Nicole Vassel, Ariane Carletti, Gilberte Génat et Madeleine Chaminat méritent tous nos éloges. L'auteur, que j'aime, du Bal des voleurs, de Batos et aussi de La sauvage puis de l'avant un prisonnier ne se doute pas qu'un imposteur utilise son nom afin de faire jouer, à l'Atelier, une pièce intitulée La culotte. Dès qu'il en sera averti, il va sûrement réagir et faire retirer cette farce de l'affiche.

Les aiguilleurs

Au théâtre de L'Oeuvre

JE ne sais si B. Phelan connaissait notre ancien théâtre de la rue Chaptal, mais sa pièce est écrite sur mesure pour l'ancien Grand Guignol. Il n'y a rien de péjoratif dans cette appréciation, j'ai écrit de bonnes critiques sur les créations, parfois excellentes de cette petite scène. A l'Oeuvre, dans une mise en scène d'une remarquable précision, nous vivons dans l'intimité de deux intoxiqués du rail. Cette curieuse pièce nous fait vivre dans une cabine d'aiguillage d'une importante gare britannique, mais dont le raccordement n'existe plus. Les aiguilleurs totalement oubliés, n'ont plus aucun travail à accomplir, mais cependant ils continuent à aller percevoir leur salaire... en attendant la retraite prochaine. Les incohérences des bureaux provoquent la nomination d'un apprenti à leur cabine, bien qu'il n'y ait plus de trains à aiguiller nulle part. L'arrivée de ce troisième homme déclenche le thème de cette très bonne pièce. L'interprétation est de grande « grand luxe », le metteur en scène et grand interprète, taille et talent, c'est Georges Wilson. Son aide-aiguilleur est joué par cet autre phénomène de théâtre nommé Jacques Duffillo : j'assiste à l'évolution de ce comédien depuis la première critique que j'écrivis sur lui dans L'an mil à Sarah-Bernhart. Il n'a pas fini de nous étonner. Au-delà de ces hommes de talent, le jeune apprenti est bien aiguillé pour devenir un acteur de classe. Ce personnage fougueux et ambitieux est joué avec insolence et une parfaite assurance par Fabrice Eberhard : j'ai l'impression que ce pétillant comédien nous réservera de bonnes surprises.

Francis AGRY

LA CONQUÊTE DU PAIN

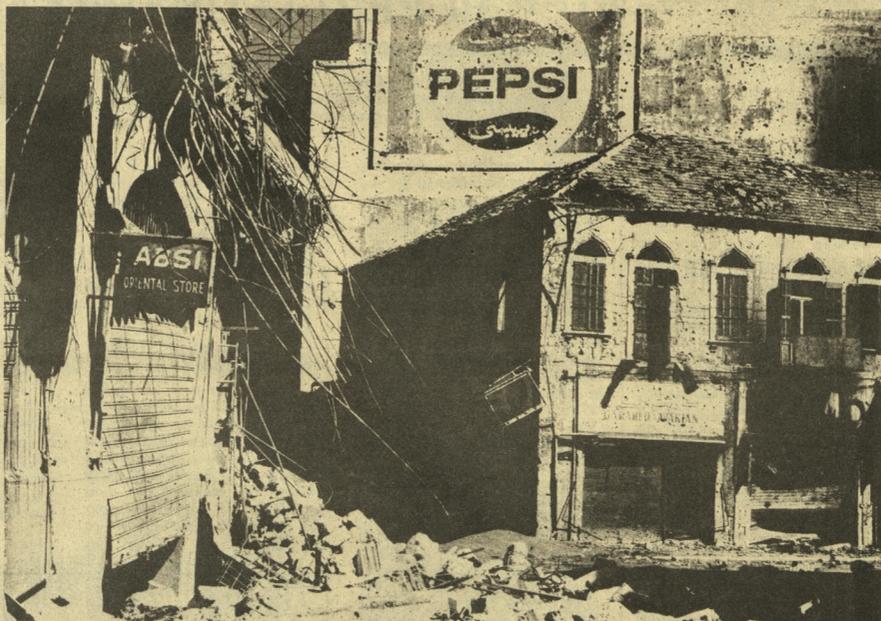
de Pierre KROPOTKINE

En vente à Publico

Prix : 21 F

La tragédie du Liban : LE DÉSIR DE NE RIEN

SOLUTIONNER



Il y a quelques mois, le Liban offrait déjà un bien triste spectacle. Depuis, bien des discours ont passé...

Editorial

Comment fabriquer des assassins!

(suite de la page 1)

jugés extrêmement dangereux, ce qui pourrait expliquer le taux d'échecs enregistré, pourtant extrêmement faible (0,1%). On a bien sûr monté en épingle à travers une presse bienveillante les cas de bavures connus. Enfin, la précipitation avec laquelle le gouvernement a fait voter ce projet de loi semble bien montrer que cette décision ne date pas d'aujourd'hui mais qu'elle a bien été préparée de longue date.

L'univers carcéral va se refermer de plus en plus sur des reclus mis définitivement en marge de la société et pratiquement conditionnés pour reprendre leur vie de hors-la-loi dès leur libération. Car enfin, il faut bien comprendre que, tôt ou tard, tous les prisonniers, y compris la plupart de ceux qui ont été condamnés à perpétuité, finiront par être libérés, et que si rien n'est fait pour les aider à se réinsérer dans la vie sociale, on en aura fait des criminels véritables dont la volonté de vengeance aura été décuplée. Le pourcentage de réussite dans la réinsertion sociale ne sera plus alors de 95% « seulement » sous le régime des permissions de sortir, mais tendra plutôt à se rapprocher de 0%!

C'est certainement la volonté des gouvernements de perpétuer l'existence d'un groupe marginalisé par rapport à la société et qui lui permet de justifier l'augmentation des forces de police. Sinon comment expliquer une décision aussi absurde, aussi inapte à mener aux fins recherchées, ou du moins avouées? Cette société d'injustice a sa logique qui est d'assurer la perpétuation de son existence et donc du règne de l'injustice. Il est impossible d'exprimer mieux cet état de choses qu'en affirmant que tous les prisonniers de droit commun sont en fait des prisonniers politiques, victimes du conditionnement de la société des classes et du profit.

Vietnam - Cambodge

L'ÉTAT RESTE L'ÉTAT

L'éjection finale des Américains de l'extrême Sud-Est asiatique avait permis, a bon droit, de laisser percer quelques espoirs d'en finir avec une guerre qui durait depuis trente ans, et d'entamer un processus de paix durable, à défaut de croire sincèrement à l'instauration du socialisme dans cette région du monde. C'était sans compter sur les inévitables conséquences des tares irréversibles du marxisme : son totalitarisme nationaliste et sa fâcheuse tendance à l'impérialisme.

Le Cambodge (ou Kampuchéa démocratique, ce qui change tout pour le peuple) s'était déjà signalé par l'ampleur des « bavures » de la « reconstruction nationale », bavures qui ont rapidement pris la réalité d'un massacre institutionnalisé par le déplacement massif de populations dans des conditions inhumaines. Le dit Kampuchéa démocratique a néanmoins dernièrement protesté avec véhémence contre une commission des droits de l'homme de l'ONU, dont faisait partie Amnesty International qui s'inquiétait à juste titre du génocide clandestin.

Le désabusement d'une certaine presse serait comique si le sujet n'était si tragique. Bien sûr une guerre interminable et à caractère impérialiste trouvait un terme, mais que pouvait-on espérer de l'instauration d'un pouvoir étatique débouchant nécessairement sur d'autres contradictions impérialistes? Comment ne pas appréhender le pire quand une idéologie totalitaire s'installe et se substitue à une vieille dictature?

La situation intérieure du Vietnam, outre tous les facteurs



Le Vietnam attire à son tour quelques suspicions à l'égard du caractère « démocratique et populaire » de son régime. Il y serait question d'un « recours systématique aux arrestations et à la délation », et les prisons issues de l'ancien régime ainsi que les camps de concentration nouvellement créés possèderaient un taux d'amortissement parmi les plus élevés au monde.

d'instabilité inhérents à son type de régime, est d'autant aggravée par le conflit frontalier avec le Cambodge et, par contre-coup, l'immigration massive des Chinois du Vietnam vers leur pays d'origine. La « reconstruction » est ainsi enrayée par une perte non négligeable de main-d'œuvre qualifiée et spécialisée, perte qui s'ajoute aux zones cultivables délaissées à proximité

du Cambodge; la raison d'Etat prend le pas sur la question de la faim, actuellement aggravée par des inondations, limitant par là même le nombre de postulants au travail dans les « nouvelles zones économiques ».

Pour le Vietnam, il s'agit bien avant tout de contrer le Cambodge et d'équilibrer un processus expansionniste face à la Chine, au prix d'une répression intérieure accrue, et en exploitant de solides positions politico-militaires au Laos.

A travers le conflit qui oppose le Cambodge et le Vietnam, et par là même la Chine et l'URSS, ce sont les odieuses infirmités des régimes marxistes qui se déchaînent. La compétition idéologique mène à la création d'un nationalisme étroitement totalitaire et aux prétentions expansionnistes meurtrières. Peut-être, dans un second temps, ces Etats populaires seront-ils prêts à toutes les circonvolutions idéologiques pour légitimer, telle la Chine actuellement, de massifs marchés industriels avec l'Occident et l'obtention de prêts mirifiques auprès des banques internationales : de confortables débouchés en perspective.

Pour l'instant, les peuples de ces contrées souffrent d'un mal-être intolérable, mais la répression se fait toujours plus acerbe et le Vietnam entretient en permanence une armée d'un million d'hommes. Croûlant sous le poids de la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire du totalitarisme étatique, l'homme ne peut connaître que la faim et la prison.

A la place d'individus travaillant selon les préceptes de l'initiative créatrice et du libre choix commun : des budgets et des bataillons militaires; au lieu d'une paix débouchant sur une organisation fédérative et libératrice de la société : de la diplomatie et des foyers de guerre.

Voilà tout ce que l'Etat est capable d'offrir à l'homme.

R. BERNARD
(Gr. Yvelines)

Le Liban, ce petit pays coincé entre la Syrie et Israël est en train de mourir à petit feu. Refusant hier la présence palestinienne, il lutte aujourd'hui contre la domination syrienne sous laquelle s'était imprudemment placé le président libanais Sarkis. Pilonné jour et nuit par les obus, l'Est de Beyrouth n'est plus que ruines. On compte plus de 800 morts et 3000 blessés. 30 000 appartements ont été détruits, les hôpitaux sont rasés et les abris civils systématiquement visés. Néanmoins les milices chrétiennes (quel bel assemblage de mots) continuent de se battre munies d'un matériel israélien (les différents religieux s'effacent devant les grandes causes). Les Syriens, de leur côté, bombardent à l'aide de matériel soviétique.

Face à cela, le chœur des humanistes-pleureurs qui sont légion, s'est ému. On convoque des réunions à l'ONU et on envoie un prince à Beyrouth pour qu'il serve d'intermédiaire. En France, où l'on se souvient du doux temps des colonies, on parle de « sensibilité » particulière aux problèmes du Liban, et Giscard d'Estaing, depuis Brasília, propose des solutions. Par sa voix, la France demande que l'armée libanaise s'interpose entre les forces syriennes et les milices chrétiennes, proposition à laquelle le président syrien Assad n'a même pas répondu.

Au delà de l'hypocrisie des gouvernements occidentaux qui ne voient les massacres que lorsque cela les arrange (on en voit au Liban mais pas en Iran, pas en Argentine ni au Cambodge), accablant ainsi la thèse selon laquelle une tuerie est bonne ou mauvaise selon l'idéologie des assassins, on doit remarquer que la tragédie qui se joue dans ce pays n'est qu'un épisode de la conquête du pouvoir dans ces régions, à laquelle se livrent les grandes puissances. Le Front du Refus (Syrie, Algérie, Lybie, Yémen du Sud, OLP) n'a pas accepté la paix séparée conclue par Israël et l'Egypte. Le refus de Begin de reconnaître aux Palestiniens le droit de se constituer en nation a consacré la faillite des accords de Camp David et a empêché le règlement provisoire des conflits du Moyen-Orient. L'URSS, de son côté, propose une conférence de paix sous l'égide de l'ONU et sous la présidence de l'URSS et des USA. Cette décision ne semble pas plus efficace que celle de la France et semble surtout rappeler que l'URSS ne tient pas à être écartée du règlement des affaires dans cette partie du monde. Quant aux USA, Carter préconise en ce moment une réunion du conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir le cessez-le-feu et une séparation des forces au Liban.

Il apparaît donc que le problème des Palestiniens est une des clefs de voûte de ces guerres incessantes auxquelles les réunions diplomatiques ne peuvent mettre un terme. Les gouvernements impérialistes ne peuvent arrêter la guerre au Moyen-Orient et ne le veulent pas car toute prise en charge des Palestiniens impliquerait fatalement un effort économique qui entamerait les privilèges fabuleux des bourgeoisies arabes.

De ce désir de ne rien entreprendre d'efficace, les Libanais sont aujourd'hui les victimes, pour combien de temps encore?

Colette PIBAULT